

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 13/07/2020

Reçu en préfecture le 13/07/2020

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20200704-20200704_100D-DE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
 Séance du 04 juillet 2020
 Régulièrement convoqué le 30 juin 2020

Le 04 juillet 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Mme Danièle JALAT, Doyenne de l'assemblée, puis de M. Julien CORNILLET, élu Maire.

Présents (es) : Mme Catherine AUTAJON, M. Jérôme BEAUTHÉAC, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, Mme Pauline CABANE, Mme Françoise CAPMAL, Mme Chloé CARILLON-PALAYRET, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Mathilde CONTAT, M. Julien CORNILLET, M. Julien DECORTE, M. Nicolas DELOLY, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Norbert GRAVES, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT, M. Laurent LANFRAY, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Marie-Christine MAGNANON, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Cyril MANIN, Mme Catherine MATSAERT, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, M. Laurent MILAZZO, M. Karim OUMEDDOUR, M. Vincent PERROUX, M. Éric PHÉLIPPEAU, M. Dorian PLUMEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Vanessa VIAU, Mme Florence VINENT, Mme Demet YEDILI

Pouvoirs :

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

1.00 - ÉLECTION DU MAIRE

Madame Danièle JALAT, doyen(ne) des membres du Conseil municipal et présidente de séance en application de l'article L.2122-8 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T), rappelle les dispositions applicables à l'élection du Maire suivant ce même code.

Il y a, dans chaque commune, un maire qui est élu parmi les membres du Conseil municipal au scrutin secret et à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Toutefois, nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus ou n'a pas la nationalité française ou encore est militaire en position d'activité.

Par ailleurs, les fonctions de maire sont incompatibles avec l'exercice d'une des fonctions électives suivantes : président d'un conseil régional, président d'un conseil départemental.

Les fonctions de maire sont également incompatibles avec celles de membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

Aussi, tout maire exerçant une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue aux deux derniers paragraphes ci-dessus cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de maire. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive.



Les agents des administrations ayant à connaître de la comptabilité communale, de l'assiette, du recouvrement ou du contrôle de tous impôts et plus être maire dans toutes les communes qui, dans leur département de résidence administrative, sont situées dans le ressort de leur service d'affectation. La même incompatibilité est opposable dans toutes les communes du département, de la région ou des régions, où ils sont affectés aux comptables supérieurs du Trésor et aux chefs de services départementaux, aux directeurs régionaux des finances publiques et aux chefs de services régionaux des administrations en question.

Enfin, l'activité de sapeur-pompier volontaire est également incompatible avec l'exercice, dans la même commune, des fonctions de maire dans une commune de plus de 3 500 habitants.

Ces dispositions étant rappelées, Madame Danièle JALAT propose aux membres du Conseil municipal de procéder à l'élection du maire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-1, L.2122-4, LO.2122-4-1, L.2122-5, L.2122-5-1, L.2122-5-2, L.2122-7, L.2122-8, L.2122-10, L.2122-12 et L.2122-13 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, modifiée, et notamment son article 10 ;

Vu le déroulement et le résultat du scrutin relatif à l'élection du maire de la commune de Montélimar tels que fixés au procès-verbal annexé à la présente délibération ;

DÉCIDE :

-DE PROCLAMER Monsieur Julien CORNILLET, Maire de la commune de Montélimar et de **le déclarer** installé dans ses fonctions.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 05 juillet 2020

La doyenne des membres du Conseil Municipal,

Danièle JALAT

